L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureau : 73 rue de Chartres

NOUVELLE-ORLÉANS.

JEUDI, 24 JUILLET 1890.

Extrait de la Constitution de l'Alliance Française.

Article 2.

Cette société a pour but :

1° D'établir un lien social, politique et moral entre tous les Français, descendants de Français et amis de la France, habitant la Louisiane, et de les protéger dans leurs intérêts matériels ;

2° De propager la langue française en Louisiane.

3° D'engager tous les Français à prendre part à la politique de leur pays d'adoption, la Louisiane ;

4° D'aider ses membres nécessiteux en cas de maladie, par des secours mensuels proportionnés aux ressources pécuniaires de la société ;

5° De faciliter l'obtention d'un emploi à tout Français nouveau-venu, ou autre se trouvant sans occupation.

OFFICIEL.

Assemblée Générale

— DE —

L'ETAT DE LA LOUISIANE.

Session régulière de 1890.

No 93.] LOI

Pour établir le district de Levée d'Orléans et un Bureau de Commissaires de de levée dudit district pour définir les pouvoirs et les devoirs de ce Bureau ; pour lui assurer un revenu, et pour rappeler les lois contraires à la présente.

Section 1re—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiani, Que la paroisse d'Orléans est par les présentes constitué en un district de levées publiques sous le nom de "District de Levée d'Orléans.

Sec. 2.—Il est de plus décrété, etc., Que le Gouverneur, dès que cette loi sera adoptée, nommera sept personnes, remplissant les conditions nécessaires pour être électeurs de la dite paroisse, pour agir comme commissaires du district. Quatre d'entre elles resteront en place pendant trois ans, et trois pendant six ans, et jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés et qualifiés. Dans le cas où il surviendrait une vacance occasionnée par la mort, la démission ou l'incapacité d'un commissaire, elle sera immédiatement remplie par le Gouverneur. Le mandat de tous les commissaires expirera, de nouvelles nominations seront faites pour le terme de six années.

Les autres commissaires seront ex-officio le maire et le commissaires des Travaux Publics de la Nlle-Orléans, et le Bureau sera ainsi composé de neuf membres.

Les sept commissaires mentionnés primitivement seront pris des différents districts municipaux de la ville.

Sec. 3.—Il est de plus décrété, etc., Que les dits commissaires constitueront le Bureau des commissaires de levées du district de levées d'Orléans, et, comme tels sont constitués en corps politique, avec les droits nécessaires de succession et les pouvoirs d'incorporation. Ils pourront poursuivre et être poursuivis en justice, en leur nom officiel, avoir un sceau et exercer tous les pouvoirs et toutes les franchises nécessaires pour remplir le but de la présente loi. Ils pourront aussi acheter, détenir et transférer toute espèce de biens, meubles et immeubles, nécessaires à leur organisation, et aliéner, hypothéquer et donner en gage ces mêmes biens dans le même but.

Le domicile du Bureau est établi dans la ville de la Nouvelle-Orléans en on pourra le poursuivre en justice ; les significations judiciaires seront faites au président du Bureau.

Sec. 4.—Il est de plus décrété, etc., Que le Gouverneur, au moment de désigner les commissaires susmentionnés, indiquera l'époque et le lieu de la première réunion du dit Bureau à la Nouvelle-Orléans ; les membres nommés par lui ainsi que les membres ex-officio se réuniront et s'organiseront pour l'élection d'un président à choisir parmi eux et celle d'un secrétaire.

Le président exercera les pouvoirs exécutifs propres au président d'un Bureau et le secrétaire enregistrera tous les actes du dit Bureau, les attestera et remplira tous les autres devoirs que lui prescrira le Bureau. Celui-ci fixera le salaire du dit secrétaire.

Le Bureau aura le pouvoir d'adopter tous les réglements nécessaires à son fonctionnement, et, en l'absence du président, pourra désigner un président par intérim qui exercera les mêmes pouvoirs que le président, tant que durera l'absence de ce dernier.

Dans toutes les réunions, six membres constitueront le quorum pour agir officiellement.

Si un commissaire nommé par le gouverneur néglige ou refuse d'assister aux réunions ou de remplir ses devoirs officiels, une majorité du Bureau en informera le gouverneur qui, à la requête du Bureau, destituera le dit commissaire et lui donnera un successeur.

Sec. 5.—Il est de plus décrété, etc., Que dans le but d'obtenir le revenu nécessaire pour remplir l'objet de la présente loi, le Bureau de levée prélèvera annuellement une taxe de levée de district sur toutes les propriétés imposables dudit district, laquelle n'excédera pas un *mill* au dollar, d'après la valeur estimative desdites propriétés, le tout conformément à l'article 214 de la Constitution et à ses amendements. Ce prélèvement d'impôt se fera pour l'année 1890 et pendant les années subséquentes. Il sera du devoir des assesseurs de la paroisse d'Orléans d'ajouter ladite taxe aux tableaux de 1890 et des tableaux suivants, soit que lesdite tableaux aient déjà été enregistrés au bureau du recordier et du collecteur de taxes ou qu'ils ne le soient pas encore ; il sera du devoir du collecteur de taxes de ladite paroisse de percevoir ladite taxe de levée de district de la même manière que sont perçues les taxes d'Etat, avec les mêmes conséquences et pénalités, et d'en opérer le réglement entre les mains de l'Auditeur et du Trésorier d'Etat. Le montant de ladite taxe constituera un fonds qui sera gardé à part dans le trésor d'Etat au crédit dudit Bureau des Commissaires de Levée du district de levées d'Orléans, et il n'en sera rien retiré que sur le warrant du président officiel ou du président par interim dudit bureau, attesté ou contresigné par le secrétaire. Il est bien entendu que toutes les fois que ledit bureau trouvera que ladite taxe d'un *mill* dudit district de levées produit plus qu'il ne faut pour la construction et autres dépenses des levées, il la réduira proportionnellement, et il ne sera ensuite porté sur les tableaux que le chiffre ainsi réduit de la taxe.

Sec. 6.—Il est de plus décrété, etc., Que le dit Bureau de Commissaires de Levées, pour tout ce qui concerne l'emplacement, la construction et la réparation de toutes les levées nécessaires à la protection du dit district, devra d'abord obtenir l'approbation par écrit du Bureau des Ingénieurs d'Etat.

Le dit Bureau de Commissaires de Levées est par les présentes chargé de la construction, de la réparation et de l'entretien de toutes les levées du district d'Orléans, situées sur le fleuve, sur le lac, les canaux ou autre cours d'eau, dont il aura l'entier contrôle ; il procédera aussi promptement et aussi efficacement que possible à les mettre absolument en état de protéger les propriétés dans le district, en employant les meilleurs méthodes connues. Il s'assurera dans ce but les services d'un ingénieur consultant, d'avocats qui lui seront nécessaires, d'assistants, de commis, d'inspecteurs et de gardiens, dont il fixera la rétribution.

Il sera du devoir du maire de la Nlle Orléans de livrer des commissions, comme officier spécial, aux inspecteurs et aux gardiens que nommera le Bureau.

Tous les travaux de levées, ou autres travaux du même genre, excepté ceux dont la prompte exécution sera urgente, seront adjugés, après avis dans les journaux et réception de soumissions cachetées, au plus bas offrant, réunissant d'ailleurs les conditions de responsabilité voulues. Le Bureau se réservera néanmoins le droit de rejeter toutes les soumissions.

Dans les cas d'urgence ledit Bureau pourra faire construire et réparer les levées, lui-même et sans soumissions du dehors, pour protéger ledit district, mais il devra s'il est possible, comme il est dit ci-dessus, faire adjuger ce travail par le bureau des Ingénieurs d'Etat. Il établira alors dans ces procès-verbal les raisons qui ont déterminé son action. Le voyer de la Nlle-Orléans, qui sera désormais désigné sous le nom de "Ingénieur de la ville," sera l'ingénieur en chef dudit Bureau. Il recevra de celui-ci un salaire qui, joint à celui que lui paie pour ses service officiels la ville de la Nlle-Orléans ou la paroisse d'Orléans, n'excédera pas la somme de trois mille cinq cents dollars.

Sec. 7.—Il est de plus décrété, etc., Qu'il sera du devoir du dit Bureau et de tous les officiers chargés de l'assessement, de la mise au tableau, du prélèvement, de la perception, de la garde et du paiement des dites taxes imposées par cette loi, de prélever, percevoir, inscrire au tableau, et débourser les dites taxes, ainsi qu'il est établi dans la présente loi. Ces devoirs incombant au Bureau resteront les mêmes et aucune disposition de la loi ne pourra être rappelée, tant qu'il restera une obligation du dit bureau impayée. Les dispositions de la loi pourront toujours être mises en vigueur au moyen de mandamus, d'injonction et d'autres writs judiciaires. Il est bien entendu que les commissaires ne pourront jamais se lier en une année au delà du revenu du dit district de levées pour deux années.

Sec. 8.—Il est de plus décrété, etc., Que le dit Bureau aura plein pouvoir d'exproprier les propriétaires de tout terrain nécessaire à ses travaux, soit dans la paroisse d'Orléans, soit dans les paroisses adjacentes, en recourant aux voies judiciaires établies par le Code Civil de 1870, articles 2626 à 2641, inclusivement, lesquels s'appliqueront sous tous les rapports à la dite commission et à ses travaux. Le droit de passage sur toutes les terres de l'Etat et de la ville de la Nouvelle-Orléans est par les présentes accordé à la dite Commission pour ses travaux.

Sec. 9.—Il est de plus décrété, etc., Que cette loi sera libéralement interprétée de manière à remplir pleinement son objet et qu'elle sera mise à exécution dès qu'elle aura été promulguée. Toutes lois contraires à la présente sont rappelées.

S. P. HENRY,
Speaker de la Chambre des Représentants.

JAMES JEFFRIES,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 7 juillet 1890.

FRANCIS T. NICHOLLS,
Gouverneur de l'Etat.

Pour copie conforme :
L. F. MASON,
Secrétaire d'Etat.

No 94.] LOI

Pour autoriser le Bureau d'Administrateur du "Tulane Educational Fund" à affermer ou à vendre l'immeuble qui lui a été transféré par l'Etat en vertu de la loi No 43, approuvée le 5 juillet 1884, ou à en disposer autrement.

Attendu qu'il peut devenir avantageux de disposer de l'immeuble—édifices et terrains—servant aux facultés de médecine, de droit et à l'Académie de l'Université Tulane de la Louisiane, et de se procurer de autres bâtiments plus convenables et mieux situés, si c'est possible ; attendu que ce projet est appuyé par les différentes Facultés de l'Université comme nécessaire et désirable et que le Bureau des Administrateurs est revêtu des pouvoirs nécessaires pour prendre une initiative commandée par les meilleurs intérêts de l'institution en question, tout de ce que lui dictera son expérience ; et,

Attendu qu'avis de l'intention de présenter cette loi a été publié en vertu de l'article 48 de la Constitution.

Section 1re.—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que dans le but de conférer la sanction législative requise par la section 2 de la loi No 43 de 1884, dans le cas où le Tulane Educational Fund" jugerait qu'il est de l'intérêt de l'Institution de transporter l'Université ou l'un de ses départements dans un site plus convenables, dans l'enceinte de la Nouvelle-Orléans, ledit Bureau est par les présentes autorisé à affermer, louer ou vendre une partie quelconque des immeubles, ou tous lesdits immeubles, que lui a transférés l'Etat, ou à en disposer autrement. Il est bien entendu que le prix et les conditions dudit transfert devront être d'abord approuvés par le Gouverneur de l'Etat, et, en outre, que le montant intégral du prix reçu par cette vente, ce loyer ou cette aliénation sera de nouveau placé en immeubles situés dans la ville de la Nouvelle-Orléans, lesquels seront achetés pour l'usage de l'Université. Lesdites propriétés seront frappées d'une première hypothèque en faveur de l'Etat, pour le montant intégral dudit prix, et les fonds ainsi obtenus ou ces immeubles, qu'ils serviront à acheter, seront détenus par ledit Bureau d'Administrateurs, soumis aux mêmes conditions que celles auxquelles était sujet l'immeuble lui-même, d'après la loi No 43 de 1884.

Sec. 2.—Il est de plus décrété, etc., que dans le cas où le Bureau des Administrateurs du "Tulane Education Fund", par suite du transfert de l'Université ou d'une partie de l'Université, quitterait les bâtiments composant l'immeuble que lui a transféré l'Etat, et il en sera rien retiré que sur le warrant du président officiel ou du président par interim dudit bureau, attesté ou contresigné par le secrétaire. Il est bien entendu que toutes les fois que ledit bureau trouvera que ladite taxe d'un *mill* dudit district de levées produit plus qu'il ne faut pour la construction et autres dépenses des levées, il la réduira proportionnellement, et il ne sera ensuite porté sur les tableaux que le chiffre ainsi réduit de la taxe.

Sec. 6.—Il est de plus décrété, etc., Que le dit Bureau de Commissaires de Levées, pour tout ce qui concerne l'emplacement, la construction et la réparation de toutes les levées nécessaires à la protection du dit district, devra d'abord obtenir l'approbation par écrit du Bureau des Ingénieurs d'Etat.

Le dit Bureau de Commissaires de Levées est par les présentes chargé de la construction, de la réparation et de l'entretien de toutes les levées du district d'Orléans, situées sur le fleuve, sur le lac, les canaux ou autre cours d'eau, dont il aura l'entier contrôle ; il procédera aussi promptement et aussi efficacement que possible à les mettre absolument en état de protéger les propriétés dans le district, en employant les meilleurs méthodes connues. Il s'assurera dans ce but les services d'un ingénieur consultant, d'avocats qui lui seront nécessaires, d'assistants, de commis, d'inspecteurs et de gardiens, dont il fixera la rétribution.

Il sera du devoir du maire de la Nlle Orléans de livrer des commissions, comme officier spécial, aux inspecteurs et aux gardiens que nommera le Bureau.

Tous les travaux de levées, ou autres travaux du même genre, excepté ceux dont la prompte exécution sera urgente, seront adjugés, après avis dans les journaux et réception de soumissions cachetées, au plus bas offrant, réunissant d'ailleurs les conditions de responsabilité voulues. Le Bureau se réservera néanmoins le droit de rejeter toutes les soumissions.

Dans les cas d'urgence ledit Bureau pourra faire construire et réparer les levées, lui-même et sans soumissions du dehors, pour protéger ledit district, mais il devra s'il est possible, comme il est dit ci-dessus, faire adjuger ce travail par le bureau des Ingénieurs d'Etat. Il établira alors dans ces procès-verbal les raisons qui ont déterminé son action. Le voyer de la Nlle-Orléans, qui sera désormais désigné sous le nom de "Ingénieur de la ville," sera l'ingénieur en chef dudit Bureau. Il recevra de celui-ci un salaire qui, joint à celui que lui paie pour ses service officiels la ville de la Nlle-Orléans ou la paroisse d'Orléans, n'excédera pas la somme de trois mille cinq cents dollars.

Sec. 7.—Il est de plus décrété, etc., Qu'il sera du devoir du dit Bureau et de tous les officiers chargés de l'assessement, de la mise au tableau, du prélèvement, de la perception, de la garde et du paiement des dites taxes imposées par cette loi, de prélever, percevoir, inscrire au tableau, et débourser les dites taxes, ainsi qu'il est établi dans la présente loi. Ces devoirs incombant au Bureau resteront les mêmes et aucune disposition de la loi ne pourra être rappelée, tant qu'il restera une obligation du dit bureau impayée. Les dispositions de la loi pourront toujours être mises en vigueur au moyen de mandamus, d'injonction et d'autres writs judiciaires. Il est bien entendu que les commissaires ne pourront jamais se lier en une année au delà du revenu du dit district de levées pour deux années.

Sec. 8.—Il est de plus décrété, etc., Que le dit Bureau aura plein pouvoir d'exproprier les propriétaires de tout terrain nécessaire à ses travaux, soit dans la paroisse d'Orléans, soit dans les paroisses adjacentes, en recourant aux voies judiciaires établies par le Code Civil de 1870, articles 2626 à 2641, inclusivement, lesquels s'appliqueront sous tous les rapports à la dite commission et à ses travaux. Le droit de passage sur toutes les terres de l'Etat et de la ville de la Nouvelle-Orléans est par les présentes accordé à la dite Commission pour ses travaux.

Sec. 9.—Il est de plus décrété, etc., Que cette loi sera libéralement interprétée de manière à remplir pleinement son objet et qu'elle sera mise à exécution dès qu'elle aura été promulguée. Toutes lois contraires à la présente sont rappelées.

S. P. HENRY,
Speaker de la Chambre des Représentants.

JAMES JEFFRIES,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 7 juillet 1890.

FRANCIS T. NICHOLLS,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme ;
L. F. MASON,
Secrétaire d'Etat.

L'Agua-Cured'Ayer est une préparation purement végétale, sans danger, et infaillible dans les maladies miasmatiques.

Athenée Louisianais.

Concours littéraire de 1890.

Nous donnons ci-dessous le programme du concours pour l'année 1890.

Les dispositions adoptées l'année dernière, pour rendre aux concurrents la tâche plus attrayante et plus facile, restent les mêmes :

Liberté entière est laissée à chacun d'eux de traiter le sujet qui lui plaira.

Les concours annuels de l'Athénée se recommandent d'eux-mêmes aux sympathies de notre population ; la médaille décernée par cette Société est un titre toujours honorable, souvent utile dans la vie pratique.

PROGRAMME.

Il y aura deux classes de concurrents, comprenant l'une les hommes, l'autre les femmes.

Chaque concurrent de l'une ou l'autre classe traitera un sujet de son choix.

Une médaille d'or sera accordée au meilleur manuscrit de l'une et de l'autre classe, les deux médailles étant d'égale valeur.

Toute personne résidant en Louisiane, et qui n'est pas membre de l'Athénée, est invitée à concourir.

Le concours est ouvert du 16 juin 1890 au 31 janvier 1891.

Les manuscrits ne seront plus reçus après le 1er février ; ils seront écrits aussi lisiblement que possible, sur papier écolier réglé, avec une marge, et seulement sur le *recto et les lignes* ; ils ne devront pas dépasser 25 pages.

Chaque manuscrit sera remis sans nom d'auteur, mais portant une épigraphe ou devise qui sera reproduite sur une enveloppe cachetée, dans laquelle l'auteur aura écrit son nom et son adresse.

Chaque devise d'homme, écrite sur la première page, sera accompagnée de la majuscule H ; chaque devise de dame, écrite sur la première page, sera accompagnée de la majuscule F.

Le comité nommé pour examiner les manuscrits, ouvre *seulement* les enveloppes de ceux qui ont mérité les médailles, pour s'assurer qu'ils sont dans les conditions du concours.

Le comité pourra accorder des mentions honorables, s'il le juge convenable.

Les manuscrits couronnés seront publiés dans les Comptes-rendus de l'Athénée.

La présentation des prix se fera publiquement, dans une séance spéciale. On réunira, pour la circonstance, tous les éléments d'une fête littéraire et artistique.

Les noms des lauréats seront proclamés après la lecture des manuscrits qui auront obtenu les médailles, ainsi que les devises des concurrents à qui des mentions honorables auront été accordées.

Les candidats devront se soumettre strictement aux dispositions du programme.

Les manuscrits dans aucun cas ne seront rendus.

Tout candidat qui fera connaître sa devise, sera mis hors de concours.

Toute personne qui a obtenu la médaille, ne pourra plus concourir.

Les manuscrits seront adressés au secrétaire.

Le secrétaire perpétuel,
ALFRED MIRANDE, Jr.,
P. O. Box 736.

Le meilleur de tous les levains.—Rapport du Gouv't des E.-U. 17 août 1889.

Royal Baking Powder

ABSOLUMENT PUR.

L'Ecole de l'Union Française.

DISTRIBUTION DES PRIX.

C'est ce soir, on le sait, que l'Union Française donne sa fête à l'Ecole qu'elle a fondée et qui marche aujourd'hui d'un pas très assuré, nous prenons plaisir à le répéter.

Cette fête, c'est la soirée où la direction, par l'entremise du Consul de France, distribue médailles et prix aux jeunes filles méritantes de l'institution. Or, comme tout le monde travaille là à l'envi, il en résulte que les récompenses sont en grand nombre, car en cela les directeurs ne comptent point ; ils font largement les choses.

Au moment où nous écrivons ces lignes, la température s'est notablement humanisée, la chaleur excédante fait trêve et nous avons l'espoir qu'une atmosphère bien douce, réconfortante viendra ajouter du charme à la solennité bien attendue. C'est que leur tâche est compliquée à ces fillettes, à ces jeunes filles ; elles seront presque toutes sur le pont, comme on dit, et c'est dans des genres nombreux, divers qu'elles paraîtront.

Dans un numéro précédent nous vous avons donné le détail de ce menu intellectuel ; menu bien entendu et auquel tout le monde croquera avec ensemble : exécutantes et public.

Ce sont saynètes, dialogues, comédie, récitations, compositions françaises et anglaises ; musique instrumentale, musique vocale ; tableau, etc., etc. Enfin tout un programme de gala des plus attirants.

Si bien que les billets d'invitation sont en demande comme pour une *première* et que vous pouvez être sûrs qu'il y aura foule ce soir dans la plus aujourd'hui, la Salle de l'Union Française envahie dès la première heure et dans toutes ses parties. Tant pis pour les retardataires.

Nous gagerions même que l'auditoire ne se contentera pas de remplir la salle mais qu'il s'étendra encore jusqu'au vestibule, au balcon, à l'escalier. En pareille occasion les bravos ne manquent pas ; ils demeurent et leurs postes jusqu'à la dernière minute ; ces postes fussent-ils éloignés au point de ne leur permettre d'entendre que les applaudissements.

Ceux-là ne feront pas défaut et ils seront à leur place, car on nous annonce que les Elèves ont été soigneusement, habilement préparées. Le gentil bataillons se présentera bien armée pour la lutte, et nous en gardons la pleine conviction c'est une victoire entière qu'il va remporter, enlever sous la double égide du drapeau français du drapeau américain, des couleurs qui se comprennent, se marient à merveille.

Nous avons écrit que le programme est touffu, divers ; cependant il est calculé de telle façon qu'il n'attardera pas trop les élèves ; ce qui signifie que c'est là un spectacle, attrayant tout d'émulation auquel on peut conduire les enfants. Elle leur sera certainement une jouissance réelle et féconde aussi.

On sait qu'à l'Ecole de l'Union Française les cours se font en anglais et en français, on entendra donc ces jeunes filles dans les deux langues et l'on pourra s'assurer vite que l'enseignement en est confié à mains expertes. Et qu'en doutez pas, ces professeurs si consciencieux, si compétents, ne seront pas des moins émus au cours de cette solennité. Nous l'avons écrit, ils ont la vocation, la religion, pour ainsi dire, de leur mission et c'est toujours pour eux une vive sensation d'assister au succès de celles dont la garde leur est remise.

La soirée commencera à sept heures et demie ; elle sera présidée par M. G. Meynier, gérant du Consulat de France à la Nouvelle-Orléans, entouré du Conseil de Direction. On y entendra, après les Elèves, des allocutions du Président et de MM. F. Tujague et A. Fortier, et c'est par la distribution des prix que se fermera la fête. N'y manquez pas ; la présence d'un public nombreux est déjà une récompense pour des Elèves ; elle leur est aussi, à coup sûr, une puissante émulation.

M. WEINGART. — Nous avons eu le plaisir de serrer la main de M. G. Weingart, qui est parti hier pour faire un voyage dans le Canada et le Nord des Etats-Unis pour sa santé. Nous lui souhaitons un bon voyage et espérons qu'il nous reviendra complètement rétabli.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Nouvelle-Orléans, 24 juillet 1890.—Indications pour la Louisiane : Averse, vents du nord température stationnaire

Température du 23 juillet 1890.
Thermomètre de E. & L. Chaudet, Opticiens No 142 rue du Canal.
Entre Carondelet et Baronne.

	Fahrenheit	Centigrade
heures du matin	76	24
Midi	78	26
3 P. M.	80	27
6 P. M.	74	23

MARIAGES, NAISSANCES ET DECES

Inscrits au Bureau de Santé dans les dernières 24 heures.

Mariages.

Frederick Scharman à Mlle Caroline Stortz.
John H. Dolan à Mlle Catherine Minafore.
Pietro Bonanna à Mlle Providencia Co dare.

Naissances.

Mme Louis A. Feasnacht, un garçon.
Mme Adolph Koch, un garçon.
Mme Horace L. Fossier, un garçon.
Mme Joseph Fontenberte, un garçon.
Mme Honore Descomes, un garçon.
Mme Anthony Keppler, une fille.

Décès.

John H. Toner, 8 ans, 110 rue Rousseau.
Michael Schuler, 62 ans, 41 rue Champs Elysées.
Veuve Eva Speyerer, 69 ans, 74 rue Claiborne.
Mme Louise Hoffman, 35 ans, soin des rues Toledano et Constance.
Veuve Sarah Cross, 58 ans, 749 rue Baronne.
Viola R. Chelland, 17 mois 9 rue Phillip.
Veuve Kate Calvert, 59 ans, coin des rues Claiborne et Erato.
Samuel Rolland 10 mois, 31 1/2 rue St-Bernard.
Robert S. Enos, 4 mois, 1060 rue Magazine.
Veuve Christina Klein, 64 ans, 916 rue Magazine.
Veuve Barbara Passauer, 65 ans, 1329 rue Tchoupitoulas.
Veuve Marg. Sullivan, 70 ans, Shakspeare Hinshaw.
Stella Steyert, 3 mois, 737 rue St. Claude.
Walter Mogulles, 7 mois, 50 rue Lamarpe.
Joseph F. Sarniquet, 7 mois, rue Douane, près Bienvenue.
Rozanna Hudson, 47 ans, 317 rue Erato.
Balthazar Spohrer, 39 ans, 220 rue Laharpe.
Andrey T. Pablovich, 15 mois, 156 rue des Champs-Elysées.

Ventes inscrites au bureau de l'annotateur des aliénations :

E. Chadwick à E. Honillian, l'ilet borné par les rues Banks, Baudin, Alexandre et Napoléon, $700.

J. Simôon à C. Wirth, trois terrains bornés par les rue Magasins, Camp, Austerlitz et Constantinople, $1,035.

M. Padin à J. E. Allen, un terrain borné par l'avenue Hagan, les rues Dumaine, Prieur et Ste-Anne, $800.

H. Abraham à L. Godchaud, un terrain borné par les rues Philip, Jackson, Camp et Magasins, $500.

D. Negrotto, Jr. à L. Magruder, un terrain borné par les rue Coliseé, Perrier, Marango et Constantinople, $450.

Le même à Mme L. Morrill, un terrain borné comme le précédent, $250.

L. Payseo à L. P. Alfred, trois terrains bornés par les rues Coliseé, Chestnut, Bellecastle et Dufossat, $800.

J. Castillo à J. Churman, un terrain borné par les rues Tchoupitoulas, Constance, Delord et St-Joseph, $700.

J. Longshore, Sr. à N. U. Longshore, un terrain borné par les rues Jackson, Prytanée, Coliseé et Josephine, $500.

L. Darring à Mme O. Weber, un terrain borné par les rues St-Jean Baptiste, Bagatelle, St-Antoine et Villeré, $1,500.

H. Lange au American Homestead Co., un terrain borné par les rues St-Philippe, Dumaine, Marais et Villeré, $1,650.

American Homestead Co. à W. J. M. Lester, le terrain qui précède, $2,000.

M. Kavanagh à Mme R. H. Kirwin, un terrain borné par les rue Miro, Canal, Tonti et Douane, $2,200.

P. S. McGuire à J. C. Boylan, un terrain borné par les rues Prytanée, Melpomène, Terpsichore et Coliseé, $1,600.

J. G. MacMahon à Mme J. M. Patnam, un terrain borné par les rues Camp, Chestnut, Constantinople et Mareago, $2,500.

F. Kramer à W. Zimmermann, un terrain borné par les rues Lyon, Laurel, Bordeaux et Annonciation, $1,375.

Assassiné par sa femme.—

Hier, à midi, un assassinat a été commis dans la paroisse St-Bernard, à un demi-mille des Casernes chez M. Fernand Guéringer, père d'Emile Guéringer, un garçon de 21 ans, qui a été tué par sa femme à la suite d'une querelle.

M. Guéringer avait épousé récemment une veuve beaucoup plus âgée que lui, Mme Vve Toole, avec laquelle il avait eu déjà plusieurs discussions amenées par une jalousie exagérée, qu'elle n'avait cessé de montrer depuis le mariage. Hier, à midi, tandis que M. Guéringer était assis dans un fauteuil, elle lui adressa la parole en lui demandant à faire la paix. A la suite d'une scène pendant laquelle, ainsi qu'elle avait fait déjà plusieurs fois, elle avait menacé de faire venir ses frères pour l'emmener hors de cette maison dont le séjour lui était si peu agréable.

M. Guéringer, refusa de lui répondre malgré son insistance et quelques instants plus tard une détonation retentissait dans la maison. Mme Guéringer, se glissant derrière le fauteuil de son mari qui n'avait pas bougé, lui avait appliqué le canon d'un revolver dans le dos, au-dessous de l'omoplate gauche et avait fait feu.

La balle est sortie par la poitrine après avoir perforé le poumon. Toute la famille est accourue auprès du blessé et le Dr Renshaw a été immédiatement appelé, mais M. Guéringer n'a pas tardé à succomber à sa blessure. Sa femme a été arrêtée par le shérif Nunez.

Cour Civile de District. —

E. Landry, de West Baton Rouge, demande un writ d'habeas corpus en faveur de sa fille. Il déclare que marié en 1869 avec Maria Bujol ils n'ont pas vécu ensemble depuis 1875, qu'ils ont eu deux enfants, un fils âgé aujourd'hui de 18 ans et une fille de 16 ans. Il les a élevés tous deux, mais la mère qui habite la Nouvelle-Orléans, profitant de son absence de Baton Rouge, s'y est rendue la semaine dernière et a persuadé à sa fille de venir avec elle.

Il dit que comme la réputation de sa femme laisse à désirer, ce qui du reste a motivé la séparation, il n'est pas bon qu'une fille de 16 ans habite avec elle. La jeune fille est paraît-il tenue enfermée au No 122 de la rue Ste Anne. Le juge Monroe a accordé le writ.

Les successions F. Bleschardt et P. C. Zeller sont ouvertes.

C. Mehle & Cie. contre Jos Marmouget pour $320.

Cour Civile de District.—

David C. Vogel contre Jno McCracken pour $1,200.

Affaire Gernel. —

Rocco Gernel, l'Italien accusé de meurtre par deux des condamnés dans l'affaire Provenzano-Matrango, comparaîtra samedi.

Affaire Massin.—

Le juge de Magnolia, Miss., a remis en liberté la petite Lea Arland et ordonné l'extradition de Mme Massin et de Geo. Thomas. M. De Soondre, accusé de Mme Massin, a été arrêté à son arrivée de Magnolia sous l'accusation de complicité dans l'enlèvement. Il a comparu hier matin devant le recorder Dreux, et a été mis sous caution de $1,000.

La crevasse de la rue Deuxième.—

Hier matin et toutes les voyages de la ligne de l'Illinois Central ont démoli la clôture construite par la ville autour de la crevasse de la rue Deuxième pour en interdire l'approche aux passants. Cette barrière n'a pas été réparée par la Compagnie.

Chûte.—

Hier soir à 8 heures, une fillette de 7 ans, appartenant à M. Frank Fryer, habitant rue Léonidas et Barthe, est tombée du haut d'un galerie élevée de 15 pieds du sol, et s'est blessée grièvement. Elle a reçu les soins du Dr Henry.

Autre Chute.—

Hier soir, à 5 h. 30, un garçon de cinq ans, John O'Conner, habitant rue Perrot près Erato, est tombé d'un tombereau dans lequel il était traîné par des camarades, dans un terrain vague situé rue Clio près Locust. Une des roues lui a passé sur la jambe gauche, et l'a blessé assez grièvement pour que les étudiants aient jugé nécessaire son transport à l'hôpital.

Rixe.—

Hier soir, à 8 heures, une rixe a eu lieu entre Geo. Robinson et Geo. Henry, deux nègres qui se sont rencontrés à Alger, encouragés Homer et Madison. Robinson a été arrêté ayant frappé Henry à coups de manche de hache sur la tête. Il n'est blessé que peu dangereusement.

Le feu.—

Hier matin à 11 heures 20, le feu a pris dans une cuisine, au troisième étage du No 47 de la rue St-Pierre, chez M. Levy. Dommages, $10. Assurance, $2,000, à la compagnie Home. Le feu a été mis par l'explosion d'un bidon à gasoline.

Mort subite.—

Hier, à 1 heure de l'après-midi, une négresse du nom de Rachel Stewart, âgée de 45 ans, et habitant rue Front, entre Jackson et Ste-Marie, est morte subitement. Elle a été enterrée aux frais de la ville.

Levées.—

La levée a cédé au pied de la rue Quartier. Une partie du quai s'est affaissée dans le fleuve et le quai aux immondices est en danger de tomber.

La crevasse d'Alger a fait de grands progrès. Elle mesure 170 pieds de long sur 60 de large. Les sondages faits par le sous-voyer Brown ont donné une profondeur de 45 pieds d'eau.

Les éboulements continuent. L'embarcadère du ferry et l'entrepôt de charbon ont été emportés et la situation est critique.

Le capitaine Pickles va essayer d'arrêter les progrès de l'éboulement en enfonçant des piquets.

Grand Jury.—

Le Grand Jury a continué hier à huis clos son enquête au sujet de l'affaire de la première Cour de recorder. Il soumettra sans doute son rapport aujourd'hui.

L'EAU DE LA SOURCE DE LA FENTON GONTHIER, 4 COVINGTON, LNE. — M. Léon Bolandard, chimiste français, ancien élève de l'Ecole Centrale des Arts et Manufactures de Paris, a fait, en 1885, une analyse de l'eau de la source de M. F. GONTHIER, à Covington, paroisse St. Tammany, Louisiane. Nous croyons utile de reproduire son rapport :

Je certifie avoir analysé l'eau citée ci-dessus et avoir trouvé que les corps étrangers qui entrent dans sa composition sont les suivants :

1. Acide carbonique libre.
2. Bicarbonate de chaux.
3. Sulfate de chaux (traces).
4. Chlorure de sodium.
5. Protoxyde de fer.
6. Acide crénique.
7. Magnésie (faibles traces).

L'élément le plus important, en poids, parmi ces différents corps, est le chlorure de sodium : 263 mmgs. par gallon. (263 milligrammes).

L'oxide ferreux est combiné à l'acide crénique, mais cette composition paraît assez instable, car une simple exposition de l'eau à l'air libre donne, au bout de peu de temps, un dépôt d'oxide de fer.

Je crois, d'après la composition ci dessus énoncée, que cette eau est recommandable à plusieurs points de vue différents :

1. L'acide carbonique, contenu à l'état libre, la rend digestive :
2. Les 263 milligrammes de chlorure de sodium, contenus par gallon, en fo.. un laxatif faible ;
3. L'acide crénique facilite les sécrétions urinaires.

M. Bolandard a travaillé, pendant dix mois, en qualité de sous-chimiste, au plus grand "Blast Furnace" (haut fourneau) des Etats-Unis—celui des MM. Cornege Brothers & Co., à Braddock, Alleghany County, près Pittsburgh, Pennsylvanie. A son départ de l'établissement, la maison lui a donné ce certificat :

"27 août 1884.

"Par suite du mauvais état des affaires et, conséquemment, de la diminution nécessaire du nombre des employés, nous avons, à notre grand regret, été forcés de nous dispenser des services de M. Léon Bolandard, attaché au "Blast Furnace" comme sous chimiste. Nous l'avons trouvé capable et digne de confiance."

M. Bolandard était recommandé par M. Joseph Albrecht, ci-devant chimiste à la Monnaie de la Nlle Orléans.

DEPECHES

Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE

FRANCE.

Hausse française.

Paris, 23 juillet.—Le trois pour cent est coté à 92 francs 65 centimes.

Les journaux Figaro et le Siècle.

Paris, 23 juillet.—Le journal *Figaro* écrit que comme compensation à la France pour l'établissement d'un protectorat sur Zanzibar ainsi que cela est pourvu par la convention anglo-allemande, l'Angleterre admettra le droit de la France d'accorder des *exequatur* par l'intermédiaire du Résident Français, aux Consuls étrangers à Madagascar, pour rectifier les frontières de la Sénégambie et du haut Niger, et étendre l'influence française autour du lac Tchad.

L'Angleterre réserve le traité commercial de Tunis, afin de s'en servir comme base pour agir dans ses négociations avec la France, relativement aux réclamations françaises à Terre-Neuve.

Le *Siècle* dit qu'une expédition française pour explorer l'Afrique Centrale s'organise.

Elle sera divisée en trois sections qui partiront simultanément d'Alger et des rivières Niger et Congo, et qui convergeront au lac Tchad.

Le steamer hollandais Spaardam.

Londres, 23 juillet—Le steamer hollandais *Spaardam*, capitaine Rouyer, parti de New York le 13 juillet pour Bologne et Rotterdam, a passé aujourd'hui l'île Wight.

Le capitaine dit avoir signalé le steamer *Egypt*, de la ligne nationale, qui a été abandonné en mer à la suite d'un incendie qui a éclaté à bord, et son équipage se trouve sur le steamer anglais *Manitoban*.

Le steamer *Egypt* était parti de New York le 10 juillet en route pour Liverpool et n'avait pas de passagers à bord. C'était un steamer à hélice de 2,959 tonneaux.

NOUVELLES DIVERSES.

Le nouveau cabinet espagnol.

Londres, 23 juillet—Un grand mécontentement règne en Espagne au sujet du nouveau cabinet ; la grande majorité du peuple étant en faveur de la politique lib